

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate
Le 23 mars 2011

Le budget fédéral est aux antipodes de l'opinion publique en matière d'environnement

(Ottawa/Toronto) – Le budget présenté hier à la Chambre des communes indique que les priorités en matière d'environnement seront encore laissées pour compte, en dépit de l'opinion des Canadiennes et Canadiens à ce sujet.

« Le budget d'hier n'est qu'un exemple de plus du refus du gouvernement de prendre la crise climatique au sérieux », déclare Andrea Harden-Donahue, responsable des campagnes sur l'énergie et la justice climatique au Conseil des Canadiens.

En revanche, selon un sondage réalisé par le groupe Environics, la population canadienne comprend que la crise climatique exige un changement dans les priorités économiques, sociales et environnementales.

« Il est tout à fait insensé que le budget ne priorise pas la création d'emplois verts ni la poursuite d'un important programme d'énergie renouvelable », affirme Donald Lafleur, 4^e vice-président national du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. « Pourtant, la réduction des émissions et la création de bons emplois sont des choix qui devraient aller de soi », poursuit-il.

Selon les résultats du sondage, 80 % de la population canadienne croit que le gouvernement canadien devrait investir dans des « emplois verts » et des programmes de transition pour les travailleuses et travailleurs et les collectivités touchés par les mesures de réduction de la dépendance aux énergies fossiles.

« Ce budget modifie très peu la proportion des dépenses consacrées à la défense nationale qui demeurent 20 fois supérieures à celles allouées à l'environnement », ajoute Rick Arnold, coordonnateur à Common Frontiers.

Ici, encore une fois, le gouvernement est tout à fait déconnecté de l'opinion publique. Plus de 70 % de la population canadienne est d'avis que les sommes allouées à la guerre et à l'armée seraient mieux investies dans des efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les conséquences des changements climatiques, affirme le sondage.

Dans son discours sur le budget, le ministre des Finances, Jim Flaherty, n'a pas directement fait mention à l'environnement et aux changements climatiques. « La population comprend que les intérêts économiques sont étroitement liés aux intérêts environnementaux. Comment se fait-il que le gouvernement ne le comprenne pas? », se demande Dorothy McDougall de l'organisme KAIROS.

Plus de 80 % de la population canadienne s'entend pour dire que la cause profonde des changements climatiques relève d'une trop grande importance accordée à la croissance économique et à la consommation. Elle reconnaît aussi que nous avons besoin d'une économie qui est davantage en harmonie avec la nature et qui respecte la planète.

Le sondage a été commandé par le Conseil des Canadiens, KAIROS : Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, le Réseau autochtone

sur l'environnement, Common Frontiers, l'Alliance de la fonction publique du Canada et le réseau de solidarité avec la Bolivie de Toronto.

-30-

Personnes ressources :

Dylan Penner, agent des médias, Conseil des Canadiens, 613-795-8685, dpenner@canadians.org

Rick Arnold, coordonnateur, Common Frontiers, 905-352-2430, comfront@web.ca

Adiat Junaid, coordonnatrice du programme de communication, KAIROS : Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice, 416-463-5312, poste 223, ajunaid@kairoscanada.org

POINTS SAILLANTS DU SONDAGE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES - Cliquez [ici](#) pour consulter le document d'information portant sur le sondage.

Le sondage téléphonique, mené auprès de 1 000 Canadiens et Canadiennes entre le 27 octobre et le 1^{er} novembre 2010, possède une marge d'erreur de plus ou moins 3,10 %, 19 fois sur 20.

87 % de la population canadienne est tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation suivante : « Les pays industrialisés historiquement responsables de la production de la plus grande part d'émissions de gaz à effet de serre devraient assumer une responsabilité majeure dans la réduction des émissions actuelles. »

85 % de la population canadienne est tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation suivante : « La cause profonde des changements climatiques relève d'une trop grande importance accordée à la croissance économique et à la consommation. Nous avons besoin d'une économie plus conséquente avec la nature, qui reconnaît et respecte la planète. »

83 % de la population canadienne est tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation suivante : « Le gouvernement canadien devrait investir dans des emplois verts et des programmes de transition pour les travailleurs et les collectivités touchés par les mesures visant la réduction de la dépendance aux énergies fossiles. »

77 % de la population canadienne est tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation suivante : « Il devrait y avoir un Tribunal international pour la justice climatique et environnementale pour juger et prendre des sanctions contre les pays et les sociétés dont les actions ont contribué aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement. »

71 % de la population canadienne est tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation suivante : « Les sommes allouées à la guerre et à l'armée seraient mieux investies dans des efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les impacts sur les changements climatiques. »